

*l'Anti*capitaliste

n°790 | 5 mars 2026 | 2 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

POUR UN FÉMINISME DE LUTTE



ANTIFASCISTE *et* INTERNATIONALISTE

ZOOM

Iran. Stopper
la guerre
impérialiste

Page 2

INTERNATIONAL

Palestine. L'accélération
coloniale de l'annexion
en Cisjordanie

Page 4

ARGUMENTS

Un féminisme de lutte de classe,
inclusif, internationaliste et
antifasciste

Page 5

CHAMP LIBRE

Entretien avec Lysa, militante du
NPA-A, candidate sur une liste
unitaire à Saint-Ouen

Page 8

Édito

Panique à Dubaï

Par AURÉLIE-ANNE THOS

Nous devons l'avouer, au milieu de cette escalade guerrière, alors que nous tentons de tenir le cap face à la vague d'extrême droite et les annonces de Macron sur l'augmentation du nombre d'ogives nucléaires, il y a quelque chose de honteusement délectable dans le spectacle offert par la panique des exilés fiscaux de Dubaï.

Dubaï a notamment attiré de nombreux influenceurs et influenceuses mode, achats et beauté, grâce à une fiscalité attractive et un niveau de vie élevé, sur fond de surexploitation d'une main-d'œuvre importée. Beaucoup ont ainsi quitté la France, aussi bien par effet de mode que par volonté d'échapper aux impôts, taxes et cotisations.

Après les bombardements iraniens en réponse à l'attaque israélo-étatsunienne, les voici maintenant influenceurEs de confinement et de guerre. Et on les entend : « La France doit nous protéger ! »

La situation est autant iconique qu'ironique : après avoir quitté l'hexagone en grandes pompes, on les voit aujourd'hui en appeler à l'État et au système de protection sociale que leur exil volontaire a participé à appauvrir et à détruire, matériellement et symboliquement. On aurait presque envie d'aller les attendre à l'aéroport avec, dans la main droite, une carte « Bon retour ! » et dans la gauche leur feuille de déclaration d'impôts, un tract pour la prochaine manif en défense de la Sécurité sociale et l'appel au G7 contre la militarisation du monde... Le tableau serait complet.

Toujours, le réel se rappelle à celles et ceux qui étaient hier « apolitiques » et qui ne se sentaient « pas concernéEs », en se promenant dans leur maison de luxe, dans des vêtements fournis par des marques promues, en enchaînant les vidéos de placement de produits.

C'est cynique, car, au fond, on préfère des années d'influenceurEs prêtEs à vendre n'importe quoi depuis Dubaï plutôt qu'une seule seconde de guerre. Mais l'un ne va pas sans l'autre : c'est le même système capitaliste qui produit à la fois l'influence et la fuite en avant impérialiste.

Bien dit

Les bombes qui s'abattent sur l'Iran ne sont pas plus libératrices que celles d'hier sur l'Irak

OLIVIER BESANCENOT sur les réseaux sociaux, le 28 février 2026. Il ajoute « Solidarité avec le peuple iranien contre l'oppression du régime et les ingérences impérialistes. »

IRAN

Stopper la guerre impérialiste

Les États-Unis et l'État d'Israël ont déclenché, samedi 28 février, une nouvelle guerre au Moyen-Orient, dont nul ne peut aujourd'hui mesurer les conséquences pour l'Iran et l'ensemble de la région.

Trump a décidé d'attaquer alors que des négociations étaient en cours et que la République islamique d'Iran venait d'accepter l'ouverture de ses installations nucléaires à des inspections, ainsi que la sortie du territoire d'une partie de l'uranium enrichi.

Des victimes méprisées

La campagne de frappes est dévastatrice pour les populations civiles. Téhéran et plus de 130 villes sont bombardées. Dès les premières heures, une école de filles a été touchée à Minab, dans la province de Hormozgan : plus de 150 morts, dont de nombreuses enfants. En trois jours, plus de 600 civils auraient été tués et des milliers blessés. Écoles, hôpitaux, services publics, quartiers résidentiels sont frappés.

Le traitement médiatique de cette guerre en Occident vient éclairer le peu d'importance accordée aux victimes des guerres quand iels ne sont pas occidentales. Depuis deux jours, les médias ne parlent que des 6 soldats étatsuniens morts au combat dans l'exercice de leur sale métier. Les enfants mortes dans l'attaque contre leur école

n'ont évidemment pas droit au même traitement. Il faut mesurer l'humiliation et la rage que cela peut soulever dans une partie importante du monde.

Le régime ne tombera pas par les bombes

En riposte aux bombardements israélo-étatsuniens, la

MORT DU GUIDE SUPRÊME



République islamique d'Iran menace de fermer le détroit d'Ormuz et lance des missiles contre Israël et contre des pays abritant des bases américaines, mais aussi contre les positions de l'opposition kurde dans la région autonome de l'Irak. Parallèlement, Israël bombarde massivement le Liban.

Si des scènes de liesse ont éclaté dans le pays à l'annonce de la mort du Guide, tant la haine du régime est profonde, les peuples d'Iran aspirent à juger eux-mêmes leurs bourreaux, responsables de décennies de répression et de massacres. Une session exceptionnelle de l'Assemblée des experts chargée de statuer sur le remplacement de Khamenei a été bombardée mardi après-midi. Trump et Netanyahu décapitent le régime mais celui-ci ne tombera pas par une campagne de bombardement.

Une guerre impérialiste

Cette guerre s'inscrit dans la séquence ouverte par le génocide mené à Gaza par Netanyahu et par le retour de Trump au pouvoir. Trump accélère une politique belliciste visant à renforcer l'hégémonie des États-Unis. Comme

au Venezuela, il veut imposer aux peuples d'Iran des dirigeants serviles et faire main basse sur les réserves du pays, d'autant plus que cela fermerait l'accès de la Chine au pétrole iranien. La loi du plus fort remplace toute notion de droit.

Peu importe si cela passe par des milliers de morts, peu importe si les dirigeants que Trump souhaite imposer sont issus du sérail de la République islamique d'Iran ou de courants réactionnaires dans la diaspora, notamment incarnés par les monarchistes qui applaudissent l'intervention, ou des Moudjahidine du Peuple.

L'impérialisme ne libère pas les peuples

L'histoire montre pourtant que les ingérences impérialistes n'ont jamais libéré les peuples. L'élimination de Saddam Hussein et de Mouammar Kadhafi n'a pas apporté la liberté aux peuples irakien et libyen. En Afghanistan, après vingt ans d'occupation américaine, les talibans sont revenus aux affaires avec la bénédiction de la Maison Blanche. La République islamique d'Iran accroît encore sa répression contre la population, contre les secteurs en lutte et contre les détenuEs politiques. Les villes sont quadrillées par les forces de répression et le climat sécuritaire est à son maximum. Cette guerre met un coup d'arrêt momentanément à la reprise des luttes que l'on voyait notamment dans les universités.

Soutien aux peuples d'Iran

Cette guerre relègue au second plan le massacre de janvier dernier. À la douleur des familles frappées par la répression, qui a fait plus de 30 000 morts il y a à peine un mois, s'ajoutent désormais les destructions et les nouveaux crimes de guerre de Trump et Netanyahu. Il est urgent de construire un mouvement international contre la guerre qui combine la lutte contre les puissances impérialistes et le soutien aux résistances populaires contre les dictatures. Il incombe aux forces de la gauche sociale et politique de construire des mobilisations massives dans les pays impérialistes pour imposer l'arrêt de cette nouvelle guerre et défendre le droit à l'autodétermination des peuples.

Babak Kia, 3 mars 2026

À Lire sur le site

Le peuple des États-Unis soutiendra-t-il la guerre de Trump contre l'Iran ? par Dan La Botz



Acturama



Rassemblement à Paris contre la guerre impérialiste USA-Israël contre l'Iran dimanche 1^{er} mars 2026. PHOTO NPA-A

Construire la riposte antifasciste

La fascisation en cours menace l'ensemble des forces engagées pour l'égalité et l'émancipation et crée les conditions d'une intensification des violences visant les personnes racisées, les LGBTQIA+, les femmes... Il n'y a pas de combat plus urgent que la lutte antifasciste.

Il faut donc faire feu de tout bois pour résister à l'impression de fatalité qui risque de tout emporter. Cela passe par le renforcement de toutes les initiatives qui permettent de ne pas laisser l'agenda réactionnaire dominer le débat public.

Renforcer toutes les résistances et les unifier

Des initiatives antifascistes existent, en solidarité avec les organisations attaquées, contre les projets de Stérin et Bolloré, les groupuscules fascistes et leur version ripolinée du RN. Avec des mobilisations contre l'internationale fasciste, contre les guerres impérialistes et les oppresseurs des peuples en Palestine, en Iran, en Ukraine, au Vénézuëla... Mais aussi par les luttes féministes, qui refusent leur détournement fémonationaliste : le 8 mars sera un moment majeur de la riposte. Et dans les combats antiracistes : les marches du 14 mars contre le racisme, les fascistes et les violences d'État sont la prochaine échéance centrale de mobilisation. Il faut renforcer ces mobilisations. Mais, ces mobilisations éparées ne suffiront pas à affronter le fascisme qui vient. C'est pourquoi le NPA-l'Anticapitaliste s'est adressé le 27 février à l'ensemble de la gauche par voie de lettre ouverte : « Il est urgent que l'ensemble des organisations politiques, syndicales et associatives, au-delà des nuances et des calculs d'appareil,



se réunissent pour préparer une riposte à la fois institutionnelle et militante partout dans les villes, les quartiers, les lieux d'études et les entreprises, à l'image de ce qu'a pu être la mobilisation pour le Nouveau Front populaire en 2024. Plus que jamais nous avons besoin d'un nouveau front résolument antifasciste et militant, car l'autodéfense unitaire sera vitale dans la prochaine période. »

Dépasser les obstacles à l'unité

Il y a bien entendu de profondes divergences politiques à gauche. Mais face aux dangers mortels que nous devons affronter, elles ne devraient pas être opposées à la nécessité de faire front. Malheureusement, les concurrences électorales mènent les principales forces de gauche à creuser les divisions, avec les municipales et surtout la présidentielle en ligne de mire. Des

sorties récentes de Jean-Luc Mélenchon en fournissent la dernière occasion. Autant le dire sans détour, le fait de plaisanter sur la prononciation de noms juifs n'est pas anodin ; répéter l'opération au lendemain d'une première polémique encore moins ; et enfin nier la dimension volontaire, pourtant manifeste, de cette répétition ne calme pas le jeu. Bien entendu, l'extrême droite, la droite et les courants pro-israéliens n'ont besoin d'aucun motif sérieux pour accuser d'antisémitisme à tort et à travers LFI, l'extrême gauche et le mouvement de solidarité avec la Palestine. On peut également souligner que tout

le champ politique, du centre gauche à l'extrême droite, qui fait de Mélenchon un nouveau Doriot est en réalité beaucoup plus enfoncé que LFI dans le racisme, par les politiques promues et par tant de discours dont les extraits font opportunément surface via les réseaux sociaux. Mais quelle perche tendue à la gauche molle, qui en fait un nouveau prétexte pour essayer de cornériser LFI ! Et qui plus est dans une séquence déjà marquée par les attaques contre la gauche de combat suite à la mort d'un militant néonazi. Comment comprendre cette séquence, autrement que par la volonté de cliver, de polariser autour d'un « avec moi ou contre moi » quoi qu'il advienne ? Quitte à renforcer la conviction que, finalement, de tous côtés, personne ne se soucie réellement de l'antisémitisme, dont la thématique occupe une place dans le débat public inversement proportionnelle à sa prise en compte réelle. Disons-le donc avec une certaine gravité : chaque jour où les divisions s'accroissent nous éloigne davantage des conditions pour qu'une réponse politique et sociale unitaire voit le jour. C'est pourtant la seule manière d'arrêter la dynamique de fascisation qui nous écrasera toutes et tous. Il est peut-être déjà trop tard. Mais le pire n'est jamais certain.

Olivier Lek Lafferrière

À Lire sur le site



KANAKY Il doit finir le temps des colonies

Le vote au Sénat du projet de loi constitutionnelle sur la Nouvelle-Calédonie marque une nouvelle étape dans la remise en cause du droit à l'autodétermination du peuple kanak. Derrière un habillage institutionnel, le gouvernement poursuit une stratégie de passage en force qu'il faut stopper par la mobilisation.

Le 24 février, 215 sénateurEs réunis à Paris ont voté pour « le projet de loi constitutionnelle relatif à la Nouvelle-Calédonie », contre 41 voix et 89 abstentions. La droite a soutenu le texte, le groupe socialiste s'est abstenu — sauf un élu de Guadeloupe —, tandis que les éluEs communistes et écologistes, dont le sénateur du FLNKS Robert Wienie Xowie, ont voté contre — tout comme les trois éluEs RN, mais au motif qu'il « ouvre, sans le dire, la porte à l'indépendance », une affirmation pour le moins exagérée.

Une nouvelle tentative de passage en force...

Cela devient la marque de fabrique des gouvernements Macron sur ce sujet. Darmanin et Lecornu se montrent zélés pour en finir avec les accords de Matignon-Oudinot (1988) et de Nouméa (1998), qui reconnaissaient le droit à l'autodétermination du peuple kanak et ouvraient un chemin vers l'indépendance. En 2018, un premier référendum est organisé, malgré l'absence de 22000 Kanak sur le corps électoral. En 2020, le deuxième montre une forte progression du vote indépendantiste. Le troisième, en 2021, est organisé contre l'avis du mouvement indépendantiste qui demandait un report en raison du deuil post-Covid, entraînant le refus de participer des Kanak. C'est pourtant ce scrutin qui a servi de base au projet de dégel du corps électoral, destiné à rendre les Kanak minoritaires sur leur propre territoire.

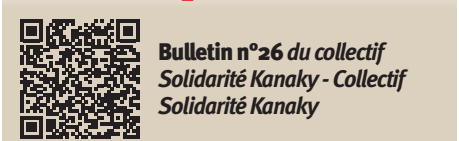
En mai 2024, la présentation du projet à l'Assemblée nationale déclenche le soulèvement de la jeunesse kanak, réprimé selon les pires méthodes coloniales : 13 Kanak tués, des centaines de blessés, 2235 arrestations et incarcérations, dont 7 dirigeantEs indépendantistes déportés en France. Dans une communauté d'un peu plus de 110 000 personnes, l'ampleur de la répression est considérable, frappant les plus touchés par la précarité, les difficultés d'accès à l'emploi, au logement et, depuis le soulèvement, par les difficultés d'accès à la scolarisation, aux soins, aux déplacements et au travail.

... à empêcher par la mobilisation

Le projet de loi voté au Sénat misait sur l'épuisement de la population en Kanaky et l'indifférence dans l'Hexagone pour enterrer la fin du droit à l'indépendance. La création d'un « État » de Nouvelle-Calédonie maintenu dans la France, dont les compétences ne pourraient contredire les intérêts français, n'a rien d'une indépendance. Le dégel « glissant » du corps électoral signifie toujours la mise en minorité des Kanak et des « victimes de l'histoire ». Le renforcement des provinces accentuerait la concentration des richesses en Province Sud, où les Kanak sont déjà minoritaires, développant une logique d'apartheid — le tout sous le chantage à l'étranglement économique de collectivités lourdement endettées. La très grande majorité du mouvement indépendantiste refuse le projet de loi. La

seule organisation kanak à l'avoir accepté est désavouée par beaucoup de ses militantEs et notamment par Paul Néaoutyine, président de la Province Nord et dernier signataire vivant des accords de Nouméa. En Kanaky, l'heure est à la mobilisation. Les groupes indépendantistes ont tenu leur congrès avec une forte participation. Des milliers de militantEs sont engagés dans les municipales, autour des enjeux locaux et de l'avenir du pays, et la lutte sur le front du nickel est engagée contre un projet de pillage au bénéfice des multinationales et de l'Europe. Le 21 mars, les différents collectifs de Kanak et CalédonienNEs en France, le Collectif Solidarité Kanaky, appellent à descendre dans la rue pour exprimer notre rejet de la politique coloniale du gouvernement et notre solidarité avec la lutte du peuple de Kanaky - Nouvelle-Calédonie, pour que les députéEs rejettent fin mars le projet de loi. Il s'agit d'imposer la réouverture de discussions dans le cadre des accords de Nouméa pour garantir le droit inaliénable du peuple kanak à décider de son avenir. Cathy Billard

Pour aller plus loin



No comment

J'ai ordonné d'augmenter le nombre de têtes nucléaires de notre arsenal

EMMANUEL MACRON a confirmé le 2 mars 2026 qu'il enfonçait la France dans la surenchère militariste. Comme si la démultiplication des ogives nucléaires apportait autre chose qu'un plus grand danger pour le monde.

Agenda

Samedi 7 mars, soirée de soutien à la liste «Gauche unie - Alençon 2026», Alençon (61). À partir de 19h à la Halle aux Toiles. Buvette, restauration, concerts.

Journée internationale de lutte pour les droits des femmes.

Samedi 7 mars, À Orléans (45) 10h 30, village féministe place de la République, 14h départ en manifestation.

Dimanche 8 mars, À Paris (75) 11h, village féministe place Stalingrad, 14h départ en manifestation. **À Lyon (69)** 14h 30, place Jean-Macé, métro B Jean-Macé.

Mardi 10 mars, rassemblement pour la défense des Frigos, culture et logement pour toutes!, Paris (75). À 19h, devant l'Hôtel de Ville.

Samedi 14 mars, manifestation «Non! Au racisme, aux fascistes, aux violences d'État», Paris (75). À 14h, à Nation.

Samedi 14 mars, Offensive festive contre l'extrême droite, Cergy (95). 15h-1h, concerts à partir de 19h, à La Lanterne à Cergy Saint-Christophe.

Vendredi 20 mars, Projection-débat Hommage à la Catalogne, Les Lilas (93). À 20h, un Lieu pour respirer, 15, rue Chassagnolle, 93260 Les Lilas.

Samedi 30 mai, montée au Mur des Fédérés, Paris (75). À partir de 10h, place des Fêtes (sous réserve), manifestation à 14h 30 en direction du cimetière du Père Lachaise, rue des Rondeaux dans le 20°.



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction : redaction@npa2009.org	Tirage : 1800 exemplaires
Diffusion : diffusion@lanticapitaliste.org	Directrice de publication : Penelope Duggan
Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex	Secrétaire de rédaction : Olivier Lek Lafferrière
Numéro ISSN : 2269-3696	Maquette : Ambre Bragard
Commission paritaire : 1225-C-93922	Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois Tél. : 01 48 70 42 21 Mail: rotoimp@wanadoo.fr
Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).	

GRÈCE Tèmbi, on n'oublie pas, on ne pardonne pas

Trois ans après la catastrophe ferroviaire de Tèmbi, la colère ne retombe pas en Grèce.

Entre solidarité internationale, mobilisation de la jeunesse et manifestations de masse contre le gouvernement Mitsotakis, des centaines de milliers de personnes ont réaffirmé leur exigence de justice et dénoncé les politiques de privatisation et d'austérité.

Une semaine de mobilisation

Cette semaine, la rue était très solidaire en Grèce.

Mercredi 25, à l'appel de l'association des femmes ukrainiennes en Grèce, travailleuses envoyant leurs maigres économies au pays, un cortège de 500 à 800 personnes pour dénoncer « Poutine, fasciste, assassin, rends-nous nos enfants ! ». Seule présence du mouvement ouvrier grec : quelques drapeaux libertaires et des camarades de ENSU Grèce...



Banderole lycéenne : « Quelle est donc cette justice que tu cherches à trouver ? Comme si quelqu'un se souciait de ce que nous allons devenir. »

Jeudi : manif de la jeunesse scolarisée réclamant justice pour les 57 victimes de la tragédie ferroviaire de Tèmbi (février 2023), dans laquelle ont disparu de nombreux étudiantEs.

Vendredi : tour de chauffe devant le tribunal d'Athènes avant le verdict du procès en appel des tueurs du groupe nazi Aube dorée - Chryssi Avgi (4 mars).

Et samedi 28, des centaines de milliers de manifestantEs partout en Grèce, dénonçant l'étau continu par le gouvernement Mitsotakis des responsabilités pour Tèmbi. Trois ans après le drame, l'ampleur des mobilisations prouve à quel point « justice pour Tèmbi » reste un facteur de colère, de volonté unitaire de masse, de conscientisation.

Unité et radicalité pour aboutir

Une nouvelle fois, c'est le comité des parents de victimes qui a appelé, marquant la volonté d'avancer dans l'unité. À Athènes il y avait au moins 100 000 manifestantEs, avec beaucoup de jeunes et de nombreux syndicats — soulignons que cette année encore, de nombreux magasins ont fermé en solidarité.

Bien sûr, les discours portaient sur l'exigence de justice — le procès s'ouvre le 23 mars —, avec refus de faire porter les responsabilités sur les cadres intermédiaires, les chefs de gare ou les cheminots. C'est bien la politique de ce gouvernement ultralibéral qui est en cause, avec la privatisation des trains mais aussi, comme le rappelait le secrétaire du syndicat des cheminots, avec le cadre européen imposant le moins-disant sécuritaire pour toujours plus de profits.

« Soit leurs profits, soit nos vies » : le mot d'ordre est partout — on a beaucoup évoqué les 5 ouvrières tuées dans l'explosion récente de l'usine Violanta —, et il se traduit, face au marasme dans lequel le gouvernement maintient le réseau ferroviaire, par la revendication partagée de service public des transports, avec, comme le dit le groupe des 6 (Anametrissi, DEA etc.), expropriation sans indemnité du groupe privé italien et nécessité du contrôle ouvrier. À Trikala, ville où se trouvait l'usine Violanta, le cri des centaines de manifestantEs montre la voie : « On n'oublie pas, on ne pardonne pas ». **A. Sartzeis, Athènes, le 28 février 2026**

PALESTINE

L'accélération coloniale de l'annexion en Cisjordanie

Le gouvernement israélien accélère son projet d'annexion de fait de l'essentiel de la Cisjordanie. Les discours en ce sens de l'extrême droite sont aujourd'hui accompagnés de mesures réglementaires et d'une politique d'expansion brutale.

L'agression militaire organisée par Israël contre l'Iran a permis de faire passer Gaza et la Cisjordanie au second plan. Israël en a profité pour imposer à nouveau un bouclage total de Gaza sous prétexte d'état d'urgence. Les PalestinienNEs se retrouvent encore une fois victimes d'une guerre déclenchée par Israël dans un autre pays. Avant même le déclenchement de cette guerre, le gouvernement israélien, et en particulier le ministre d'extrême droite Smotrich, avaient annoncé plusieurs plans visant à organiser une annexion de fait de la Cisjordanie afin d'« enterrer définitivement l'idée d'un État palestinien ».

Annexer oui, mais comment ?

Israël occupe de fait la Cisjordanie depuis 1967. Comme toute colonie de peuplement, sa logique a toujours été de déplacer les populations palestiniennes pour y installer de nouveaux colons. Les accords d'Oslo ont contribué à « légaliser » cette annexion en instituant différentes zones d'occupation (A, B, C), ouvrant la voie à un règlement progressif du « problème » que représente, du point de vue israélien, la présence des populations palestiniennes. En réalité, Israël ne souhaite pas une annexion totale de la Cisjordanie, dont le coût est estimé entre 15 et 20 milliards de dollars par an. Une telle option mobiliserait l'ensemble de l'armée actuelle pour assurer la protection et la surveillance — les PalestinienNEs étant

maintenuEs dans un statut de non-citoyenNEs.

Reste alors l'option alternative — annexer les zones léguées par les accords d'Oslo, notamment la zone C (50 % du territoire), mais aussi la zone B, toujours sous contrôle palestinien sur le plan administratif. Héritée du plan Allon et en partie inspirée des politiques de Bantoustan en Afrique du Sud, cette annexion des zones B et C créerait 169 « îlots » palestiniens isolés les uns des autres et nécessiterait la construction de 169 nouvelles barrières de sécurité.

Le coût de cette option est estimé à 7,5 milliards de dollars, auxquels s'ajouteraient 1,5 milliard par an de dépenses de sécurité. Dans un contexte d'apartheid, une telle annexion exigerait la mobilisation d'environ 25 000 soldats chargés de patrouiller

et de surveiller ces nouvelles barrières. Malgré tout le savoir-faire israélien en matière de contrôle sécuritaire, il s'agirait sans doute des frontières les plus indéfendables de l'histoire.

Une politique expansionniste

Pour l'instant, seule l'extrême droite assume ouvertement ce projet d'annexion. Mais, depuis quelques semaines, plusieurs mesures en confirment l'orientation : la levée d'une interdiction vieille de plusieurs décennies concernant la vente directe de terres en Cisjordanie à des JuifVEs, ainsi qu'une remise en cause de la loi jordanienne — toujours en vigueur — encadrant la propriété foncière, au profit d'un transfert de facto des terres vers l'État d'Israël.

Cette orientation se traduit concrètement sur le terrain : 2025

marque la plus forte expansion coloniale depuis le début du suivi. Un record est atteint avec 86 nouvelles colonies — principalement des avant-postes, ce qui a fortement alimenté la recrudescence des violences des colons, menées avec le soutien de l'État, ainsi que le transfert forcé de communautés palestiniennes. Le nombre d'agressions a explosé : 852 en 2022, 1 291 en 2023, 1 449 en 2024 et 1 828 en 2025, soit cinq par jour.

Environ 465 000 colons israéliens vivent désormais en Cisjordanie occupée, répartis dans 300 colonies et avant-postes. L'année 2025 constitue également un record de déplacements sur les deux dernières décennies, avec plus de 30 000 personnes déplacées — principalement dans les camps de réfugiés de Jénine et de Tulkarem — sans possibilité de retour.

Avec l'avancement du projet de corridor E1, qui relie Jérusalem à la frontière jordanienne, l'espace palestinien serait de fait coupé en deux avec impossibilité de se déplacer du nord au sud.

Plus vraiment besoin de preuves supplémentaires que la colonisation de peuplement est toujours en cours et que la perspective d'un État palestinien au milieu des confettis laissés est une farce sordide. Pour permettre la justice, il faut au contraire décoloniser et défendre un seul État palestinien de la mer au Jourdain.

Édouard Soulier

SÉNÉGAL Une dérive autoritaire nourrie par la dette

La réponse du gouvernement à la crise de la dette aggrave la situation sociale des populations et restreint l'espace démocratique.

Le Sénégal est entré dans une zone de fortes turbulences. Les audits sur la situation économique du pays montrent que les chiffres publiés par l'ancien gouvernement dirigé par Macky Sall étaient faux.

Manipulations comptables

En 2023, le montant officiel de la dette était estimé à 17 milliards de dollars. En réalité, au moins 7 milliards de dollars ont été dissimulés, plaçant le Sénégal parmi les pays les plus endettés du continent. L'essentiel de cette dette cachée provient de prêts accordés à des entreprises parapubliques, enregistrés comme emprunts commerciaux. Ces structures, bénéficiant de la garantie de l'État, ont financé de grands travaux d'infrastructures dont la pertinence interroge, notamment l'aménagement d'un réseau autoroutier, la construction d'un nouvel aéroport international ou encore l'achat de biens immobiliers pour différents ministères.

À l'époque, la politique de Macky Sall était saluée par les dirigeantEs des institutions financières, notamment le FMI. Aujourd'hui, ce dernier conditionne un prêt de 1,8 milliard de dollars à la restructuration de la dette qui placerait le pays sous tutelle en lui imposant les recettes classiques des

politiques d'ajustement structurel : démantèlement des services publics, privatisations et suppressions des subventions.

Des mesures contraires aux intérêts populaires

Cette situation a provoqué une crise au sein du gouvernement. Le président Diomaye Faye se montrerait plus conciliant envers le FMI que son Premier ministre Ousmane Sonko, qui exclut toute restructuration de la dette et défend des solutions préservant la souveraineté nationale.

Certaines mesures prises vont cependant à l'encontre des populations : instauration d'une taxe sur les transferts d'argent par mobile, très utilisés en Afrique, et réduction des subventions à l'énergie. Les autorités élues sur la promesse de répondre aux attentes sociales mènent une politique à l'opposé.

La mobilisation des étudiantEs, réclamant le paiement de leurs bourses, en témoigne. Le retard atteint parfois une année. La réponse du gouvernement a été d'une grande brutalité : fermeture des restos U, intervention violente des forces de l'ordre sur le campus, passage à tabac d'étudiantEs, entraînant la mort d'Abdoulaye Ba, et saccage de la cité universitaire.

RÉPRESSION HOMOPHOBES AU SÉNÉGAL



Cette répression s'étend également aux journalistes et aux opposantEs, accusés de délits d'opinion. Alors que des « assises de la justice » se sont tenues en juin 2024, aucune des propositions visant à renforcer les droits démocratiques n'a été mise en œuvre. Pire encore, une vague d'homophobie traverse le pays, alimentée par un projet de loi porté par Sonko, prévoyant pour les « actes contre nature » des peines d'emprisonnement allant de cinq à dix ans.

La solution n'est sûrement pas d'affaiblir les droits démocratiques, mais, au contraire — comme le suggère la gauche radicale — de contester cette dette odieuse en mettant en lumière la responsabilité du FMI.

Paul Martial



8 MARS UN FÉMINISME DE LUTTE DE CLASSE, INCLUSIF, INTERNATIONALISTE ET ANTIFASCISTE



Le 8 mars est la journée internationale de lutte pour les droits des femmes et d'appel à la grève productive et reproductive. Elle a lieu dans un contexte d'attaques contre les droits des femmes et des minorisées de genre, en lien avec le développement des idéologies masculinistes et des mouvements d'extrême droite, racistes, sexistes et nationalistes. Le 8 mars, sortons massivement dans la rue pour défendre un féminisme de lutte de classe, radical, inclusif, internationaliste et profondément antifasciste! **Dossier réalisé par la Commission nationale d'intervention féministe**

Solidaires et en lutte contre le sexisme ici et ailleurs!

Partout dans le monde, le patriarcat structure encore et toujours la société et nos rapports sociaux.

Et avec la montée de l'extrême droite partout dans le monde, les discours conservateurs et réactionnaires resurgissent.

FAIRE GRÈVE CONTRE LES VIOLENCES ET LE PATRIARCAT

Même le Haut Conseil à l'Égalité (HCE) constate que « les violences sexistes et sexuelles perdurent ou sont en hausse ».

Violences

Les violences s'inscrivent dans un continuum, elles participent toutes à l'oppression et à la surexploitation des femmes. Les remarques sexistes, les regards appuyés, le dénigrement des femmes créent un climat qui autorise les hommes à agresser, violer et tuer des femmes, des filles et des enfants. En 2025, ce sont 164 femmes et minorisées de genre qui ont été assassinées en raison de leur genre et 160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles.

Inégalités

Les femmes sont surexploitées et cela ne va pas en s'arrangeant :



le rapport du HCE sur l'état du sexisme en France montre que « les inégalités sociales et économiques sont très nettement persistantes ». Emplois précaires (60% des CDD sont occupés par des femmes), temps partiels imposés, plafond de verre, violences au travail, écart de salaire... Les métiers féminisés

(santé, soin, éducation, services...) sont systématiquement dévalorisés. La CGT (sur son site égalité professionnelle) se questionne : « Comment expliquer qu'une sage-femme est payée en fin de carrière 17% de moins qu'un ingénieur hospitalier, pour un recrutement également à bac+5, avec un niveau équivalent de responsa-

bilités et de charges physiques et nerveuses ? » Par ailleurs, les tâches permettant de faire vivre la société sont essentiellement endossées par les femmes (éducation, ménage, soin), souvent effectuées gratuitement, contraignant les femmes à une double journée de travail.

Masculinisme

Enfin, le rapport alerte : « Les discours sexistes et masculinistes ont gagné en visibilité dans les médias et les discours politiques ». Le masculinisme constitue le mouvement actuel de l'antiféminisme, qui s'organise en réaction à l'émancipation des femmes. Cette idéologie est liée à la montée de l'extrême droite et des idées réactionnaires.

SOLIDARITÉ FÉMINISTE INTERNATIONALISTE

Guerres, misère, autoritarisme, réchauffement climatique font exploser les violences dans le monde.

Partout, les femmes luttent

En Italie, en Argentine, en Pologne, aux États-Unis... les attaques se multiplient : fermeture d'un site gouvernemental sur les droits sexuels et reproductifs, tentatives de révocation de décrets permettant d'accéder à la pilule abortive, attaques contre

les personnes trans... Mais partout, les femmes luttent et se mobilisent pour leurs droits, comme en Iran lors du mouvement « Femme, Vie, Liberté » ou lors de la mobilisation sociale cette année.

Le viol, arme de guerre

Le contexte est aussi marqué par une intensification des guerres impérialistes et des conflits armés. Le rapport de l'ONU de septembre 2025 alertait : « en deux ans, les violences sexuelles liées aux conflits dans le monde ont augmenté de 87% ; les victimes civiles parmi les femmes et les enfants ont quadruplé ». On pense à l'utilisation du viol massif comme arme de guerre au Soudan ou en République démocratique du Congo, aux violences reproductives qui s'y rajoutent et participent du génocide comme à Gaza, avec la destruction systématique des hôpitaux et maternités. Dans ces situations dramatiques, des millions de personnes essaient de fuir vers les pays du Nord. Lors de leur fuite, les femmes sont encore plus que les hommes confrontées à des traitements inhumains. Face à ces violences, nous avons, ici en France et dans l'ensemble des pays impérialistes, la responsabilité de nous mobiliser contre les politiques mortifères menées par nos propres gouvernements partout dans le monde.

En chiffres

VIOLENCES EN FRANCE

- En 2025, au moins **164 féminicides** perpétrés
- **153 000** personnes majeures victimes de **viols** et **217 000 d'agressions sexuelles**
- Les victimes sont à plus de **90% des femmes** et les mis en cause à plus de **90% des hommes ou des garçons**
- **160 000** enfants victimes de **violences sexuelles**

AU TRAVAIL

- **26% d'écart salarial** en moyenne entre les hommes et les femmes
- **82% des salariéEs à temps partiel** sont des femmes
- Les femmes touchent **40% de pension de retraite** en moins que les hommes

À LA MAISON

- **68% des femmes font la cuisine** ou le ménage chaque jour, contre **43% des hommes**

Féminisme et mobilisation contre le G7

En juin 2026, les cheffEs d'État des grandes puissances impérialistes se réuniront à Évian pour un nouveau sommet du G7. Comme toujours, iels prétendront parler au nom du monde entier. Pour nous, et pour l'ensemble du mouvement social et féministe, ce rendez-vous doit être avant tout un moment de mobilisation.

Le G7 est un club fermé qui concentre le pouvoir entre les mains d'une minorité. Il fonctionne sans réel contrôle démocratique et défend avant tout les intérêts du capitalisme mondial et donc de toutes ses composantes racistes et patriarcales. S'il est composé essentiellement d'hommes, il est primordial de comprendre que lorsque des femmes participent à ces sommets, cela ne change rien au fond : elles représentent des États qui mènent des politiques d'exploitation, de répression et de guerre. Le problème n'est pas l'absence de femmes au sommet, mais le système lui-même.

Des politiques contre les femmes

Les politiques promues par le G7 ont des conséquences très concrètes sur la vie des femmes et des minorisées de genre. Les politiques d'austérité, les privatisations et la destruction des services publics renforcent la précarité des femmes qui en sont les travailleurEs majoritaires, mais

font aussi reposer la charge du travail du care, du soin aux enfants et du travail domestique toujours plus sur les femmes. À l'échelle internationale, ces choix reposent également sur l'exploitation des femmes du Sud global, notamment dans les secteurs tertiaires du care, de la santé, de l'agriculture et du textile.

Le G7 soutient également les guerres impérialistes, le commerce des armes et la militarisation des frontières. Ces politiques provoquent des morts, des déplacements forcés et des violences qui touchent particulièrement les femmes : violences sexuelles utilisées comme armes de guerre, répression policière, criminalisation des personnes migrantes et précaires.

Une mobilisation indispensable et unifiante

Face à cela, la mobilisation féministe contre le G7 d'Évian est indispensable. Elle permet de faire le lien entre la lutte contre les violences sexistes et sexuelles,

la défense des droits sociaux, l'antiracisme et l'anti-impérialisme.

Un contre-sommet aura lieu à Genève les 13 et 14 juin, à l'initiative notamment de la Coalition suisse No-G7, rejointe par de nombreuses organisations internationales déjà mobilisées. De plus, le 14 juin est traditionnellement le jour de la grève féministe en Suisse. Ce week-end sera un espace de débats, de convergences et d'organisation contre l'impérialisme, le racisme et le patriarcat portés par les grandes puissances. Le NPA-A appelle à une présence massive à ce contre-sommet et aux mobilisations qui l'accompagneront. Il est essentiel que les féministes y prennent toute leur place. Se mobiliser contre le G7 en tant que féministes, c'est affirmer que notre émancipation ne sera pas possible dans un système capitaliste et impérialiste. Rendez-vous le 13 juin à Genève pour refuser que quelques dirigeantEs décident de nos vies!

SANTÉ Baisse du financement de la France au Fonds mondial de lutte contre le sida

Le 12 février dernier, sans grand écho médiatique, le gouvernement a fait une annonce impactant des milliers de vies à travers le monde. L'État français réduit de 58% sa participation au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

À l'échelle mondiale, le Fonds mondial est l'un des instruments financiers les plus importants dans la lutte contre le VIH. Bien que cette institution soit régie par des logiques libérales, le Fonds mondial a plusieurs activités cruciales : financement des programmes de lutte contre le VIH, formation des professionnelEs de santé et soutien aux associations communautaires, principalement en Afrique ainsi qu'en Asie du Sud-Est et en Amérique latine. De nombreux programmes médicaux, ainsi que des associations de santé, dépendent de son financement.



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

En novembre 2025 se tenait la conférence de restitution du Fonds mondial, un grand sommet où les États faisaient des promesses de soutien financier au Fonds mondial. La plupart des États occidentaux ont réduit leur part de financement au Fonds mondial. Ces choix s'inscrivent dans des politiques racistes et nationalistes.

Des conséquences dramatiques

Cette baisse des financements a des conséquences dramatiques à l'échelle internationale et principalement dans les pays dits du Sud. En Afrique, des associations communautaires subissent une baisse de budget, pouvant aller jusqu'à - 70%. Elles sont souvent contraintes d'arrêter certains programmes de prévention, de dépistage ou de soins. Les systèmes de santé publique sont également grandement impactés. Par ailleurs, les personnes précaires, les personnes LGBTI+, les femmes et les travailleuses du sexe seront les premières touchées.

Si ce désengagement financier se maintient, une étude scientifique, relayée par la revue *The Lancet*, anticipe jusqu'à 14 millions de décès supplémentaires, dont 4,5 millions d'enfants de moins de 5 ans. À l'échelle internationale, de nombreux experts craignent un rebond de l'épidémie.

Une stratégie impérialiste

Après le démantèlement des agences américaines consacrées à l'aide au développement, l'administration Trump a décidé de mettre en place une nouvelle stratégie impérialiste de santé mondiale, appelée « America First ». Cette stratégie se traduit par la conclusion d'accords bilatéraux entre les États-Unis et les pays d'Afrique. En contrepartie du financement de leur système de santé, l'administration américaine demande aux autorités africaines d'atteindre des objectifs précis. Cela s'inscrit dans une diplomatie impérialiste qui s'immisce dans les politiques nationales et privilégie les intérêts américains. Il est urgent de soutenir les associations luttant pour un financement de la santé à la hauteur ainsi que l'accès aux matériels de prévention et aux traitements pour toutes partout dans le monde. Face à ces politiques racistes et austéritaires, nous devons participer à construire des mobilisations larges pour mettre fin à l'épidémie du VIH.

Loïc Durtoy

SANTÉ Un hôpital toujours plus « payant » et soumis à la rentabilité

Par décrets et arrêtés, ce pouvoir illégitime continue de s'attaquer à l'accès à l'hôpital public, tandis qu'un rapport de l'IGAS trace de nouveaux projets destructeurs.



PHOTOTHÈQUE ROUGE

De plus en plus : un hôpital « à péage »

Applicables dès le 1^{er} avril, quatre projets d'arrêtés et un projet de décret vont augmenter les « forfaits » restant à la charge des patientEs lors d'un passage à l'hôpital.

Le forfait journalier d'hospitalisation passe de 20 à 23 euros ; en psychiatrie, de 15 à 17 euros. Les patientEs non hospitaliséEs après un passage aux urgences devront payer un forfait de 23 euros au lieu de 19,61. Même les personnes en affection de longue durée, pourtant prises en charge à 100 %, verront leur participation augmenter de 8,49 à 9,96 euros. Le forfait actes lourds dépassant 120 euros passera de 24 à 32 euros. Au total, les frais d'admission à l'hôpital augmentent d'environ 15 %.

Ce nouveau désengagement de la Sécurité sociale — 400 millions d'euros cette année, 450 millions en année pleine — ne sera pas « indolore » contrairement aux affirmations de la ministre. Il sera répercuté sur les mutuelles

et assurances complémentaires, dont les tarifs ont déjà augmenté en moyenne de 25 % en trois ans selon l'UFC-Que Choisir.

L'augmentation de ces droits de péage aggrave les inégalités d'accès aux soins. Elle frappe d'abord les 2,5 millions de personnes sans complémentaire santé, soit 4 % de la population, proportion qui atteint 12 % pour les 10 % les plus pauvres. Quant à celles et ceux qui disposent d'une mutuelle, beaucoup se tournent vers des contrats « bas de gamme » couvrant mal les dépenses, quand les plus aisés doivent financer des « surcomplémentaires » pour obtenir une protection satisfaisante.

Étranglement, restructurations et privatisation

Publié le 18 février, le rapport de l'IGAS (Inspection générale des affaires sociales) sur la situation financière des hôpitaux trace la feuille de route des mesures à venir. Décivant une situation « d'une gravité inédite », il n'en attribue pas la cause à l'insuffisance chronique des financements « Sécu » mais aux dépenses jugées « excessives » et à la prétendue baisse de « performance » des hôpitaux. Il prône une hausse de la « productivité » et de « l'efficacité », autrement dit faire plus avec moins. Il propose notamment de s'attaquer au taux d'occupation des lits

et de réduire encore les durées de séjour, alors même que les patientEs attendent des heures, voire des jours, aux urgences faute de places.

Le rapport insiste surtout sur les restructurations et regroupements de services au sein des Groupements hospitaliers de territoire (GHT), prévoit des sanctions financières contre les établissements jugés insuffisamment « efficaces » et appelle à court-circuiter les éluEs locaux trop sensibles aux exigences de la population. Il avance également la suppression de 3 600 postes de médecins hospitaliers — chiffre saisissant à l'heure des pénuries et des files d'attente interminables aux urgences —, mesure qui risque d'accentuer la fuite des praticienEs vers le secteur privé et ses dépassements d'honoraires. Enfin, il préconise de faire davantage contribuer les patientEs, notamment via les assurances complémentaires. Plus que jamais, le 100 % Sécu — le financement intégral des soins hospitaliers à hauteur des besoins — apparaît comme la seule alternative garantissant un accès effectif à des soins de qualité pour toutes et tous.

Jean-Claude Delavigne

ASSURANCE CHÔMAGE Solidarité avec les intermittentEs

Une renégociation d'une partie de l'accord d'assurance chômage a eu lieu le 25 février. Suite aux mobilisations et aux changements de gouvernement, le projet Attal avait été enterré. Mais quelques mois plus tard, l'État a demandé la réouverture de négociations pour trouver... 400 millions d'économies à faire sur le dos des chômeurEs. Le Medef, bon élève, a fait des propositions à 1,2 milliard d'euros !

Il faut faire 400 millions d'économies ? Et si on augmentait les recettes au lieu de diminuer les dépenses ? Faisons cotiser les patrons : une solution simple et efficace que la CGT a proposée... mais qui n'a pas été retenue par lesdits patrons.

Double objectif pour le Medef

L'objectif de la négociation était double pour le Medef : pénaliser les chômeurEs après une rupture conventionnelle et attaquer les intermittentEs du spectacle. Aujourd'hui, il faut avoir travaillé 507 heures pour ouvrir des droits quand on est artiste ou technicienNE. Le Medef proposait de passer à 557 h ! Plus de 30 000 personnes auraient perdu leur droit à l'assurance chômage !

Le Medef propose aussi, cyniquement, de réduire le délai de contestation des trop-perçus : plutôt que de corriger les erreurs, générées à France Travail par l'automatisation du traitement des dossiers, en renforçant les équipes, il suffirait de limiter le droit de recours des chômeurEs. Les dysfonctionnements du service public deviendraient ainsi une source d'économies.

Côté Parlement, même logique : le 27 février, les députéEs ont voté la suspension préventive des allocations chômage pendant trois mois en cas de suspicion de fraude.

Une priorité bien ciblée contre les plus pauvres, quand la fraude fiscale est d'une tout autre ampleur.

Double peine pour les ruptures conventionnelles

Depuis 2008, avec l'introduction des ruptures conventionnelles dans le Code du travail, leur usage n'a cessé d'augmenter, tandis que les recours aux prud'hommes pour contester un licenciement ont fortement reculé. Et pour cause : quand unE salariéE accepte de signer une rupture conventionnelle, iel renonce à toute contestation. Les patrons raffolent de ces licenciements déguisés. Or l'accord signé le 25 février va encore réduire la durée d'indemnisation des allocataires après une rupture conventionnelle. Entre 35 000 et 55 000 allocataires perdront trois ou six mois de droits — soit 700 à 900 millions d'euros d'économies réalisées sur le dos des chômeurEs.

Et toujours la même justification absurde : c'est parce que les gens ne veulent pas travailler qu'il y a du chômage. En réalité, on connaît les vraies motivations du patronat : moins de droits au chômage, c'est plus de corvéabilité pour les salariéEs avec ou sans emploi. Les attaques contre les chômeurEs sont des attaques contre toutes les travailleurEs !



La mobilisation paie

1 000 intermittentEs du spectacle se sont rassemblés à 9 h devant le siège de l'Unédic à Paris pour dire « 557 ? Niet niet niet ». À Marseille, les camarades ont occupé le siège du Medef. Dans de nombreuses villes se sont tenues des AG et des rassemblements. La CGT avait appelé à une grève qui a été suivie sur différents tournages — l'équipe de *Plus belle la vie* ! par exemple était en grève. Grâce à cette mobilisation, aucune organisation de salariéEs n'a accepté de signer la proposition du Medef du passage aux 557 h. Le projet est donc enterré... jusqu'en 2028, lors des prochaines négociations de l'assurance chômage, où le Medef a promis qu'il reviendrait à la charge.

Cette mobilisation du secteur nous a permis de mesurer notre force de frappe. Les artistes et technicienNEs ne devront pas en rester là : on sait combien d'entre nous peinent déjà à atteindre les fatidiques 507 heures, tant les budgets de la culture sont amputés à tous les niveaux. Alors pour poursuivre sur notre lancée, la CGT Spectacle appelle à se mobiliser à partir du 9 mars et à être toutes en grève le 26 mars !

Marie S.

ENTRETIEN « Les politiques municipales peuvent changer la vie des femmes »

En quoi les politiques municipales présentent-elles concrètement sur l'accès à nos droits et sur nos conditions de vie ?

En fait, c'est assez large ! Les élections municipales sont des échéances qui ont des conséquences très concrètes. Les choix budgétaires des villes s'appliquent rapidement et peuvent directement améliorer (ou pas !) les conditions de vie et de travail des femmes. À Saint-Ouen par exemple, nous nous sommes donné deux priorités : d'une part l'accès au logement et d'autre part la défense des services publics, car on sait que les femmes sont en première ligne sur ces questions. Les villes, par leur pouvoir d'action budgétaire sur ces sujets, peuvent en fait impacter et changer durablement la vie des femmes.

Face aux violences conjugales, il faut créer les conditions matérielles pour que les femmes puissent se protéger et partir

La question du logement est très liée à celle de la prise en charge des violences conjugales. On le sait, dans les violences conjugales les situations d'emprise psychologique s'accompagnent souvent d'emprise économique. Pour que les femmes puissent se protéger et partir, il faut créer les conditions matérielles pour qu'elles ne soient pas isolées et sans logement. Il faut créer des centres d'accueil, sur le modèle des maisons des femmes à Saint-Denis par exemple, qui seraient des lieux à la fois d'écoute, de prise en charge sociale et juridique, mais aussi des lieux qui seraient des relais vers des logements fléchés expressément pour loger des femmes victimes de violences, avec ou sans plainte. C'est par exemple le rôle des dispositifs comme « Mon logement d'abord ». Les municipalités doivent mettre en place des zones d'accueil pour les femmes et les enfants victimes de violences. À Saint-Ouen, nous défendons l'ouverture d'une Maison des solidarités, sur le modèle de l'économie solidaire, qui ferait ce travail d'accompagnement complet des femmes victimes de violences conjugales mais pourrait aussi aider dans les cas de violences au travail avec un volet juridique.

Les municipalités gèrent l'accès aux crèches et le nombre de places disponibles, enjeu décisif pour l'égalité

Sur la question des services publics, ce sont aussi les villes qui gèrent l'accès aux crèches et leur nombre de places. Or la question des soins et de la garde des enfants est une question centrale en matière d'égalité femme-homme, y compris d'un point de vue économique.

*Cette année, le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, précède de peu les élections municipales. **Lysa, militante du NPA-l'Anticapitaliste**, se présente sur une liste unitaire à Saint-Ouen. L'occasion d'interroger la manière dont nos mobilisations féministes et leurs mots d'ordre peuvent se traduire concrètement, jusque dans les mairies.*



Les femmes sont plus souvent contraintes d'arrêter ou de diminuer leur activité salariée après l'arrivée du premier enfant et cela a des conséquences sur la suite, sur leur autonomie financière, l'avancement professionnel et bien plus tard sur le montant de leur pension de retraite ! À Saint-Ouen, on a principalement des crèches privées, l'idée est d'ouvrir rapidement des crèches municipales et d'augmenter le nombre de places. Certaines villes ont mis en place des jumelages entre des crèches et des maisons de retraite, pour recréer du lien social et lutter contre l'isolement. C'est dans notre programme à Saint-Ouen. Mais pour ça, il faut aussi réinvestir des moyens ! On s'est aussi rendu compte que les nounous n'ont pas de lieu pour garder les enfants lorsque le domicile n'est pas accessible. Elles se retrouvent dehors toute la journée avec les enfants... Nous défendons aussi l'ouverture de locaux adaptés qui permettraient aux assistantes maternelles d'avoir des activités avec les enfants.

Beaucoup de candidatEs de droite ou d'extrême droite font campagne sur la sécurité. Quelle est notre réponse en tant que militantes féministes et révolutionnaires ?

D'abord, il faut revoir les chiffres : l'écrasante majorité des violences faites aux femmes se produisent à leur domicile, par quelqu'un connu par la victime. L'agresseur tapi dans l'ombre dans la rue, ce n'est pas qu'il n'existe pas, c'est qu'il est tellement minoritaire qu'il est insensé de vouloir faire une politique là-dessus avant de s'occuper de là où se produisent vraiment les violences : dans le couple. Les candidatEs d'extrême droite ou de droite alimentent ce mythe pour mieux servir leurs discours réactionnaires, sécuritaires et racistes. Ils mettent de côté 95% des violences et se concentrent sur les cas qui leur permettent de nourrir leur rhétorique visant les hommes racisés, arabes ou noirs, et les étrangerEs.

L'écrasante majorité des violences faites aux femmes se produisent à leur domicile, par quelqu'un connu par la victime

Pour nous il faut d'abord agir sur la prévention des violences dans le couple, l'émancipation des femmes, l'éducation au plus tôt, une meilleure prise en compte des plaintes des victimes... Ce ne sont pas des policiers qui vont « rendre les rues plus sûres », la lutte contre les violences ne passe pas par des opérations marketing ou des applications mobiles ! En fait, ce qu'il faut c'est transformer en profondeur la société et notre rapport aux lieux publics : la question des transports publics (arrêts à la demande, fréquence de circulation, éclairage public), mais aussi par exemple celle des équipements sportifs adaptés aux femmes, avec des sortes de roulements aussi pour que tout le monde puisse utiliser les stades, les gymnases, la piscine municipale. À Saint-Ouen, on voudrait valoriser le sport féminin et permettre à toutes d'utiliser les espaces publics avec de la prévention !

Il faut transformer en profondeur la société et notre rapport aux lieux publics

La vidéosurveillance prend de l'ampleur, notamment dans le 93, mais il faut aussi la poser en termes de budget : cela représente de gros financements pour des effets assez limités, nous on pense que ces budgets doivent être dirigés vers l'accompagnement, la formation, le secteur associatif, en bref tout ce qui permet la prévention et pas la répression !

Il y a seulement 20% de femmes maires en France, comment l'expliquer ?

En fait, c'est comme dans toutes les étapes de la vie politique, on retrouve peu de femmes malgré les exigences de parité des listes. C'est un problème en termes de représentation et aussi en termes d'action politique par la suite. Nous, on pense qu'il faut qu'on fasse les choses par nous-mêmes pour nous-mêmes !

À Saint-Ouen, le congé menstruel pour les agentes municipales est déjà d'actualité

Les enjeux d'attribution des noms des rues, d'arrêts de bus ou de métro sont souvent perçus comme minimes mais ils permettent aussi de rendre visibles les femmes et leurs luttes, leur histoire et leurs combats. À Saint-Ouen, le congé menstruel pour les agentes municipales est déjà d'actualité, preuve en est que les décisions municipales peuvent avoir un réel impact sur le quotidien des femmes !

Propos recueillis par Aurélie-Anne Thos



REPRENONS LES COMMUNES !

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
[NPALanticapitaliste](https://npalanticapitaliste.org)
[lanticapitaliste](https://lanticapitaliste.com)
[Lanticapitaliste1](https://lanticapitaliste1.com)
[lanticapitaliste.presse](https://lanticapitaliste.presse.fr)
[lanticapitaliste](https://lanticapitaliste.fr)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

l'Anticapitaliste la revue

Le n°172-173 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois l'Anticapitaliste chez toi le vendredi !

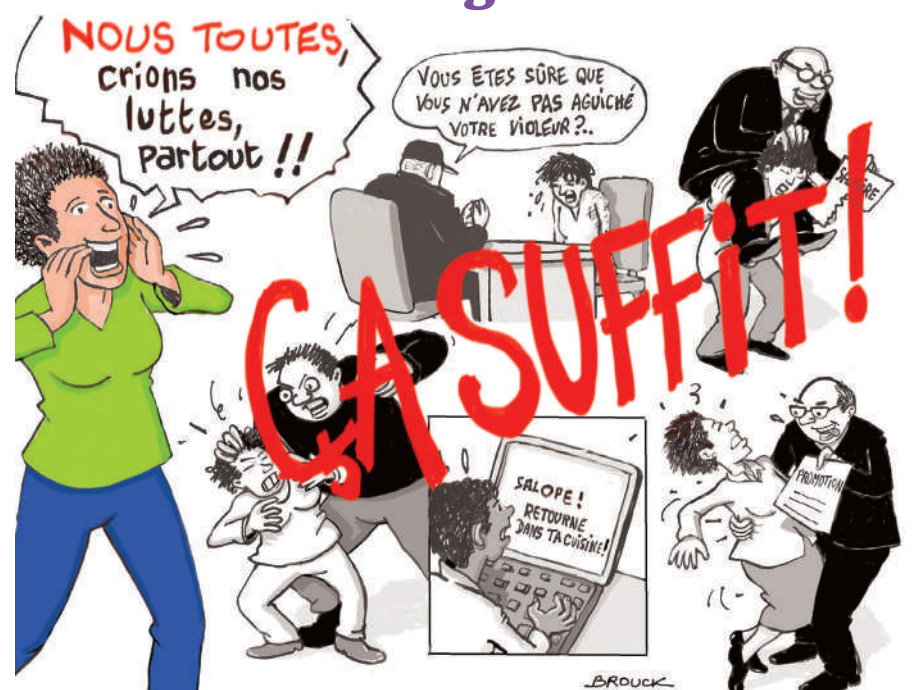
Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



L'image de la semaine



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion@lanticapitaliste.org